



Comité Social d'Administration Local

10 septembre 2024

Déclaration liminaire CGT

Monsieur le Président,

La CGT Finances Publiques 62 vous souhaite la bienvenue dans notre beau département du Pas-de-Calais, nous espérons que vous saurez mener un véritable dialogue social dans le cadre des transformations en cours et à venir.

L'un des sujets à venir : la prime au mérite. La CGT Finances Publiques 62 est et restera contre, n'oubliez jamais que le bateau DGFIP tient encore grâce à la résilience et l'abnégation de l'ensemble des collègues qui ont dû essuyer les dernières vagues successives de casses de nos services publics comme le NRP, la création du SDIF départemental, le SIP de demain, la réorganisation en cours des PCRP etc etc. Nous sommes toutes et tous méritants et la CGT ne veut pas de prime au mérite mais des augmentations substantielles bien plus conséquentes que ce qui a été obtenu lors des dernières négociations. Quand l'on apprend récemment que 230 milliards d'euros soit un tiers du budget de l'État est versé tous les ans aux entreprises, il est clair que les caisses ne sont pas vides mais vidées au détriment, entre autres, de nos services publics.

D'ailleurs, notre précédent DG Jérôme Fournel, s'était éclipsé en catimini au milieu de ces négociations de revalorisations salariales suite à des éléments publiés par Médiapart l'incriminant dans le dossier du transfert de Neymar au PSG. Notre ex Directeur Général des Finances publiques, en meilleur conseiller fiscaliste de France aurait permis au PSG d'échapper au paiement de cotisations sociales, ces éléments semblent, toujours selon médiapart être corroborés par des SMS de Gérald Darmanin, autre ancienne peinture de notre belle administration.

Il fallait donc bien que le mérite de notre ex DG, M Fournel, soit valorisé et il devient donc le directeur de cabinet du nouveau Premier ministre. En effet, suite à un camouflet cuisant sous forme d'élections européennes, notre cher Emmanuel 1^{er} a eu la bonne idée de dissoudre l'Assemblée Nationale, s'en sont suivies des élections législatives. Le résultat des urnes le 7 juillet dernier était clair. Les Français et les Françaises ont rejeté les politiques d'austérité et de casse des services publics, mettant en tête la coalition de gauche. Laissant passer les JO pour temporiser, comme une sorte de « du pain et des jeux » mais sans le pain vue la conjoncture actuelle, Emmanuel « Votre vote m'oblige » Macron nomme Michel Barnier à la tête de Matignon.

Michel Barnier perdant de la primaire de son parti, les Républicains, arrivé 4^e aux récentes élections, qui en 1982 votait contre la dépénalisation de l'homosexualité et contre le remboursement de l'IVG ne changera donc rien à la politique de casse de nos services publics et trouvera certainement des points d'entente avec l'extrême droite, elle aussi

vaincue dans les urnes. Le mérite vu par nos élites c'est donner la médaille d'or au quatrième.

Pour en revenir à une actualité plus locale, un des sujets à l'ordre du jour concerne le nouveau PCRP départemental, chantier mis en route dans la précipitation et qui n'a pu être finalisé avant le départ de votre prédécesseur face à la mobilisation conséquente des collègues soutenus par une intersyndicale complète.

Pour les agents concernés par la suppression de leur antenne, c'est le déménagement obligatoire et la mobilité forcée pour suivre la mission et l'explosion des équipes de travail avec potentiellement une grande perte de sachants, l'expérience SDIF n'a pas suffi pour le comprendre ? A quel moment Bercy va stopper l'hémorragie et enfin écouter ses agents ?

Les agents réclament les moyens de réaliser leurs missions dans de bonnes conditions et non des « réformes de chaises musicales » du fait de restructurations et des déménagements induits pour répondre à des économies budgétaires et spatiales.

La DGFIP veut donner le sentiment qu'elle est attentive aux conditions de vie au travail.

C'est pourquoi, elle a décidé de créer aux niveaux national et local un tableau de bord de veille sociale (TBVS).

Les intentions sont là mais la question reste bien de savoir quels enseignements en seront tirés très concrètement dans le contexte de rigueur sur les moyens qui ne fait que s'accroître au fil des ans et qui génère un singulier climat dans les postes et services.

La tension est palpable dans les services et le TBVS pointe entre autres un grand nombre d'emplois non pourvus, une augmentation des fiches de signalement, un taux d'absentéisme pour maladie toujours très important dans les services impactés par les réformes récentes et une forte augmentation recours en notation malgré la nouvelle forme qui a pu en décourager certains.

La CGT Finances Publiques 62, qui n'a cessé d'alerter sur ces sujets, souhaite que cette instance redevienne enfin un lieu de réel dialogue social et non une des réunions à sens unique dans lesquelles nos revendications sont ignorées voire méprisées.

Amandine KOSLOWSKI
Julien ALEKSANDEREK
Jean-Jérôme LECOMTE